

Pouvoir d'emprunt—Loi

Une voix: Demandez à Massey-Ferguson.

M. Thomson: En ce qui concerne les dépassements de budget et les grands projets d'immobilisations, sur lesquels il existe un dossier très épais et que je pourrais continuer de citer, je signale que les conservateurs, pendant qu'ils étaient au pouvoir, avaient créé un groupe de travail chargé d'étudier des moyens de mieux administrer ce secteur des dépenses de l'État.

Je n'ai guère d'autre choix que de conclure que le gouvernement libéral ne considère pas cette question assez importante pour justifier le rétablissement du groupe de travail. Peut-être craint-il que cela ne le mette dans l'embarras.

Une voix: Il n'y a rien là de nature à nous mettre dans l'embarras.

M. Thomson: Sans doute. Puis nous avons le Centre d'information sur l'unité canadienne, cet organisme extraordinaire dont tous les Canadiens, j'en suis sûr, ont raison de s'enorgueillir. Le Centre d'information sur l'unité canadienne a été mis sur pied en 1976, avec un budget de 1 million de dollars et un effectif de trois employés. Aujourd'hui, ce service emploie 90 personnes et son budget de 1980 atteignait 10.6 millions. Le gouvernement a jugé bon de le porter à 17 millions dès qu'il a pris le pouvoir, si bien que le centre a maintenant un budget de 26.6 millions et son directeur financier a dit que ses dépenses réelles pour l'exercice financier frisaient les 31 millions. On dépense cet argent à des fins politiques, pour servir les intérêts du parti libéral, aux frais des contribuables canadiens. Il ne faut pas s'y tromper.

● (2050)

Pourquoi les Canadiens auraient-ils besoin que le gouvernement leur dise que le Canada est fort? Est-ce vraiment nécessaire? Pourquoi les Canadiens devraient-ils payer pour voir des oies sauvages traverser leur écran de télévision comme symbole de notre identité nationale? C'est un gaspillage d'argent ridicule et pourtant, le gouvernement libéral prétend ne pas pouvoir réduire ses dépenses. On demande aux Canadiens de se serrer la ceinture, on veut leur donner un sentiment d'appartenance nationale.

Le gouvernement leur raconte que le pays est fort et solide et qu'il n'y a pas de problème énergétique alors que c'est faux. C'est ridicule et c'est vraiment gaspiller l'argent des contribuables.

Le Centre d'information sur l'unité canadienne n'est rien d'autre qu'une machine à propagande destinée à convaincre les Canadiens que la politique libérale est la meilleure. Ce service gouvernemental manipule l'opinion publique et soutient les décisions du parti libéral. Ces programmes aggravent les dissensions entre les Canadiens et les invitent à se méfier encore davantage de leur gouvernement fédéral.

Le rachat de Petrofina est un autre exemple de gaspillage. Le gouvernement a payé \$120 pièce des actions qui se vendaient \$50 il y a un an à peine. Ses stations-service, sa raffinerie de Montréal et ses biens immobiliers constituent plus de 50 p. 100 des actifs de Petrofina. Je voudrais poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), au vice-premier ministre et ministre des Finances ou à tout représentant du gouvernement libéral la question suivante: Comment la valeur de biens immobiliers, de stations-service et d'une raffinerie peut-elle passer, en un an de \$50 à \$120 l'action, ce qui donne une augmentation de 150 p. 100?

Encore une fois, c'est aux contribuables canadiens de payer la note.

Je serais plus en faveur de cette prise de contrôle si elle permettait d'ajouter la moindre goutte de pétrole à notre production, contribuant par là-même à notre sécurité énergétique, mais l'acquisition de Petrofina ne contribuera pas un seul baril de pétrole ou un seul mètre cube de gaz naturel de plus à l'accroissement de notre sécurité énergétique. Cela n'apporte aucun avantage tangible pour les Canadiens, mais ils devront par contre défrayer eux-mêmes cet achat chaque fois qu'ils feront le plein. Cela aura pour résultat de placer Petrofina dans les mains d'un organisme inefficace et gaspilleur appelé Petro-Canada.

S'il voulait vraiment réduire le déficit fiscal d'environ 15 milliards de dollars et réduire le montant demandé au titre de ce bill d'emprunt, le gouvernement aurait pu se servir de l'argent qu'il a dépensé pour faire l'acquisition de Petrofina. Le gouvernement libéral est d'avis que le libre jeu des forces du marché ne fait pas l'affaire et qu'il n'a pas fonctionné à l'avantage des Canadiens. Notre pays a pourtant été bâti grâce à la philosophie de la libre entreprise, mais les libéraux et leurs amis à ma gauche sont d'avis que le libre jeu des forces du marché ne fonctionnera pas et que l'initiative privée à elle seule ne saurait garantir la prospérité. Personne n'a de garantie de prospérité dans la vie de toute façon. Ce n'est pas non plus le gouvernement qui peut garantir la prospérité. Si le Canadiens croient que le gouvernement libéral peut garantir la prospérité, ils se trompent, mais ce que peut leur garantir le gouvernement libéral ce sont des déficits de plus en plus élevés, des dépenses gouvernementales de plus en plus lourdes et une intervention croissante de l'État dans leurs affaires.

Le premier ministre a aussi déclaré que la prospérité doit être assurée par les soins de l'État. La philosophie des libéraux se résume à ceci: le système de libre marché ne peut pas fonctionner, l'entreprise privée, livrée à ses propres moyens, ne peut pas garantir la prospérité et la prospérité doit être assurée par les soins de l'État. Le gouvernement croit donc dans le bureaucratisme à outrance et l'interventionnisme. Le gouvernement libéral est convaincu qu'il est plus compétent que n'importe qui et que les Canadiens sont incapables de prendre des décisions par eux-mêmes.

Je ne crois pas que beaucoup de ministériels aient été mêlés au monde des affaires ou aient travaillé dans une entreprise. Ils ne comprennent donc pas la philosophie du travail et ils ne savent pas ce qui motive les travailleurs. Ils n'ont jamais essayé de comprendre l'éthique du travail. Ils ne comprennent pas que la plupart des Canadiens aiment travailler et aiment les avantages que cela leur procure. Le fait de travailler leur donne un sentiment de satisfaction et d'avoir fait quelque chose d'utile, mais ils veulent en revanche sentir qu'ils participent à l'économie et ils veulent être rémunérés proportionnellement à leur contribution. C'est ce qu'on appelle un stimulant. Le gouvernement libéral ne comprend pas la signification du mot «stimulant»; il ne comprend pas ce qui motive l'être humain; il ne comprend pas ce qui pousse les gens à innover. Sans stimulants, les gens ne sont pas portés à innover et à exceller.

Nous pouvons facilement voir ce qui se passe dans les pays où l'économie est régie par l'État; les régimes de ce genre ont tous échoué lamentablement. Il suffit de regarder ce qui se passe au Royaume-Uni, en Italie, en France et en Suède. On